

2.3.5.

Droits humains et syndicaux et égalité / Droits syndicaux :

Projet de résolution de soutien à la campagne mondiale en faveur des droits au sein de Deutsche Telekom

Proposé par : AFT/Etats-Unis et GEW/Allemagne
Langue d'origine : anglais

ATTENDU que dans leurs pays d'origine, de nombreuses multinationales européennes ont une longue tradition de négociations collectives et de dialogue social avec leurs syndicats nationaux, fondés sur le respect des droits fondamentaux des travailleurs. Même si leur mise en œuvre n'est pas sans conflits, ces partenariats dans le domaine des négociations ont favorisé l'émergence d'entreprises productives et prospères, d'une main d'œuvre économiquement stable et de démocraties nationales plus fortes.

Pourtant, comme l'a récemment montré Human Rights Watch, lorsqu'elles étendent leurs activités aux Etats-Unis et dans d'autres pays du monde, un grand nombre de ces multinationales oublient les meilleures pratiques de leurs pays d'origine en matière de relations de travail et adoptent au contraire les pires pratiques de leurs pays d'accueil : mépris des travailleurs, tactiques antisyndicales, menace et intimidation des travailleurs qui protestent, et licenciements et représailles lorsque ceux-ci cherchent à adhérer à un syndicat. Au lieu d'adopter une approche éthique à l'égard des droits des travailleurs et de servir d'exemples, ces multinationales se contentent de répondre aux exigences minimales du pays d'accueil dans ce domaine.

C'est exactement ce qu'a fait la multinationale allemande Deutsche Telekom lorsqu'elle a étendu ses activités aux Etats-Unis. Les travailleurs américains ont été confrontés à un comportement antisyndical, qui aurait été sans précédent en Allemagne, dans le cadre d'une stratégie antisyndicale agressive et globale, s'inscrivant dans les efforts de Deutsche Telekom afin d'établir un environnement "sans syndicat". Les travailleurs méritent mieux d'une entreprise qui a une expérience reconnue en matière de relations de travail respectueuses en Allemagne. C'est la raison pour laquelle Communication Workers of America et son homologue allemand ver.di se sont unis pour créer un syndicat transnational représentant conjointement les intérêts des travailleurs allemands et américains.

Cette collaboration syndicale s'étend actuellement à l'échelle internationale pour répondre au profil international de la main d'œuvre de Deutsche Telekom, estimée à 250 000 travailleurs dans 35 pays. En janvier 2011, des représentants des Fédérations syndicales internationales, de la Confédération syndicale internationale (CSI) et des centres syndicaux nationaux du monde entier se sont réunis et ont ciblé Deutsche Telekom dans le cadre d'un nouveau modèle d'organisation à l'échelle mondiale. Bien qu'il ne s'agisse pas de la première campagne internationale, c'est la première fois que le mouvement syndical mondial dans son intégralité se mobilise pour intervenir de concert et exiger qu'une multinationale respecte les travailleurs ainsi que les principes du travail décent dans tous les pays où elle intervient.

Dans le cadre d'un effort crucial visant à relancer la densité syndicale dans le monde, la CSI et le Conseil des syndicats mondiaux, dont l'IE est membre, ont convenu de mobiliser leurs ressources collectives afin de soutenir un modèle de campagne mondiale ciblée. Cette nouvelle initiative concentrera le soutien, les ressources et l'engagement associés du mouvement syndical mondial sur cette campagne afin d'obtenir de nouveaux droits pour les travailleurs de Deutsche Telekom du monde entier. Cette initiative servira de modèle pilote et sera la première d'une série de campagnes mondiales concertées. Des recherches supplémentaires soutiendront à l'avenir l'application du modèle dans d'autres secteurs. Le modèle mobilisera une coordination et des communications sans précédent afin d'associer les difficultés quotidiennes auxquelles sont confrontés les travailleurs afin de créer leurs



56 syndicats, de faire entendre leur voix collective sur le lieu de travail, de mettre en avant leurs
57 revendications collectives en faveur du respect des droits fondamentaux et de promouvoir le travail
58 décent dans tous les domaines possibles.

59

60 DEMANDE à l'IE de se joindre au mouvement syndical mondial et d'approuver cette campagne
61 mondiale visant à aider les travailleurs de Deutsche Telekom à acquérir leurs droits syndicaux
62 fondamentaux, à faire entendre leur voix sur le lieu de travail et à bâtir une vie meilleure pour eux-
63 mêmes et leurs familles à travers les négociations.

64

65 DEMANDE à l'IE de publier des mises à jour concernant la campagne sur son site Web et de fournir
66 des outils afin d'aider les affiliés à soutenir la campagne à travers des stratégies liées aux marchés
67 publics et au capital des travailleurs, ainsi qu'à travers la participation directe et les campagnes de
68 consommateurs dans la mesure du possible.

69

70 DEMANDE à l'IE et ses affiliés de manifester la solidarité du secteur public envers cette campagne du
71 secteur privé afin de promouvoir l'unité syndicale en cette période marquée par des menaces sans
72 précédent.

73

74 DEMANDE à l'IE d'appeler la CSI à rechercher des cibles potentielles dans le secteur public en vue des
75 futures campagnes concertées, y compris l'identification des multinationales impliquées dans la
76 privatisation des services publics.